

Trente ans de la France

vendredi 23 mai 2014, par Jacques Cossart

Le service public des statistiques françaises, l'INSEE, publie fin janvier 2014 « [Trente ans de vie économique et sociale](#) ». Si l'étude porte sur les trois décennies 1980, 1990 et 2000, elle reprend des données qui vont bien en deçà, puisque certaines remontent à 1949 et même 1910 ; il s'agit donc d'une photographie de la France prise dans un large cadrage.

Les auteurs consacrent d'abord 56 pages à présenter globalement ces décennies françaises. Le reste de la publication est constitué de *fiches thématiques* qui examinent tour à tour : population et territoires, emploi et revenus, conditions de vie et société, économie et finances et système productif. Le tout fournit l'ensemble de données chiffrées dont on peut avoir besoin, sous forme de tableaux, graphiques et courbes ; on trouvera aussi des cartes géographiques illustrant parfaitement le propos.

Pour une vue d'ensemble de l'évolution, entre 1949 à 2012, de la part des différents secteurs dans la valeur ajoutée globale, on se reportera au graphique de la page 12. On y verra, entre autres, que les services marchands, qui représentaient 35 % du total de l'activité nationale, comptent, en 2012, pour 50 %, pendant que l'agriculture passait de quelque 18 % à moins de 2 %. On observera sur celui de la page suivante la dégradation globale, à peu près continue, du taux d'investissement ; ce constat n'est pas sans intérêt alors même que gouvernement et Medef prétendent qu'il est plus qu'urgent de redresser la compétitivité prix – entendons, baisser les rémunérations – dont le mauvais état « plomberait » l'économie française ! On notera pourtant, sur le graphique de la page 14, une dégradation à peu près continue, elle aussi, du pouvoir d'achat.

Les causes de la faiblesse de l'investissement avaient été analysées par l'étude de CLERSE de l'Université de Lille 1 : « [Le coût du capital et son surcoût](#) ». Le graphique 2 de la page 125 du document de l'INSEE, qui montre l'évolution entre 1980 et 2012 de la part des dividendes nets dans l'excédent brut d'exploitation, vaut d'être reproduit ici.

On trouvera, pour la période 1980-2012, un premier graphique qui est la copie du graphique 2 de la page 125 ; le second correspond au graphique 1 de la page 93. Établis sur les mêmes bases (2005), par le même organisme, ils ne laissent pas d'impressionner : pendant que les dividendes ont plus que doublé, la part du bénéfice brut d'exploitation qu'ils absorbent, l'augmentation annuelle du revenu brut disponible a, aux variations cycliques près, décliné tout au long de la période. On notera la forte chute de cette progression annuelle dans le début des années 1980, qui correspond à la mise en œuvre de la «

révolution » ultralibérale à travers le fameux consensus de Washington.

On sait les conditions imposées, en moyenne, aux femmes en matière d'emploi, très sensiblement inférieures à celles constatées pour les hommes ; c'est particulièrement vrai pour les salaires.



Toutefois on observera, sur les graphiques 3 de la page 91, combien elles sont bien plus nombreuses à devoir se contenter d'un contrat à durée déterminée. Même si l'INSEE ne précise pas si ces CDD sont voulus ou non, on peut soupçonner qu'une part importante d'entre eux ne l'est pas.

